

Info Marne

« La force et la faiblesse des dictateurs c'est de miser sur le désespoir des peuples »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Remettre l'échelle mobile des salaires au cœur de nos batailles pour 2026	1
Reims - le local du PCF vandalisé : tous unis contre l'extrême-droite, le racisme et l'antisémitisme !	2
Cheminots de Reims : Non à la casse du service public du ferroviaire !	2
Fédération des cheminots : Face à l'austérité salariale, tous et toutes mobilisés le 13 janvier !	3
Châlons-en-Champagne - Transports urbains : Novantis remporte le marché, les salariés et les usagers en première ligne	3
Champagne - Vendanges de la honte : Procès en appel	4
Profs contractuels obligés d'abandonner leurs élèves !	4
IA, l'UFICT-CGT du Grand Reims sélectionnée par l'European Trade Union Institute	4
L'article de la semaine : la chasse aux fonctionnaires, éternel cheval de bataille de la droite	5
La CGT condamne l'agression des États Unis contre le Venezuela, MACRON lèche la main de son maître	5
Montreuil- 4 février 2026 - Grand meeting pour les libertés syndicales	5
Les vœux de Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'UD CGT 51	6

Édito : Remettre l'échelle mobile des salaires au cœur de nos batailles pour 2026



Il fut un temps où l'évidence guidait les luttes sociales : quand les prix augmentaient, les salaires suivaient. Cette logique simple, presque naturelle, portait un nom : l'échelle mobile des salaires. Elle garantissait que le travail ne perde pas sa valeur face à l'inflation et que celles et ceux qui vivent de leur salaire ne soient pas condamnés à s'appauvrir en silence. Aujourd'hui, cette évidence a disparu du débat public, alors même que l'urgence n'a jamais été aussi forte.

Depuis plusieurs années, les prix de la consommation explosent. Alimentation, énergie, logement, transports : tout augmente, parfois brutalement, souvent durablement. Pourtant, nos salaires, eux, stagnent. Les quelques revalorisations arrachées ici ou là sont insuffisantes, ponctuelles, et déjà absorbées par la hausse du coût de la vie. Résultat : mois après mois, le pouvoir d'achat recule, les fins de mois deviennent des parcours d'obstacles, et le travail ne protège plus de la précarité.

Face à cette réalité, on nous répond trop souvent par des primes exceptionnelles, des chèques temporaires ou des aides ciblées. Ces mesures peuvent soulager à court terme, mais elles ne règlent rien sur le fond. Elles entretiennent l'illusion d'une réponse, tout en laissant intact le mécanisme qui organise l'appauvrissement des salariés. Car le problème est structurel, tant que les salaires ne sont pas automatiquement indexés sur l'évolution des prix, chaque crise se traduira par une perte sèche pour le monde du travail.

Remettre la revendication de l'échelle mobile des salaires au cœur de nos batailles quotidiennes pour 2026 est donc une nécessité. Ce n'est ni une idée archaïque, ni une utopie irréaliste. C'est un outil de justice sociale, un garde-fou contre l'inflation, et une réponse concrète à la crise du pouvoir d'achat. C'est aussi une manière de redonner du sens au travail, en affirmant clairement que produire des richesses doit permettre de vivre dignement.

Cette revendication doit redevenir centrale dans nos mobilisations, nos négociations, nos campagnes. Elle doit être portée collectivement, expliquée, assumée. Car accepter que les salaires décrochent durablement des prix, c'est accepter un transfert permanent de richesses du travail vers le capital. À l'inverse, imposer l'échelle mobile, c'est affirmer que l'économie doit être au service des besoins sociaux, et non l'inverse.

En 2026, nous avons une responsabilité, remettre cette exigence de justice au premier plan. Non par nostalgie, mais par lucidité. Parce qu'il est temps que nos salaires évoluent enfin comme la vie elle-même.

Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT de la Marne



9 janvier 2026
#131

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix

BP 11215

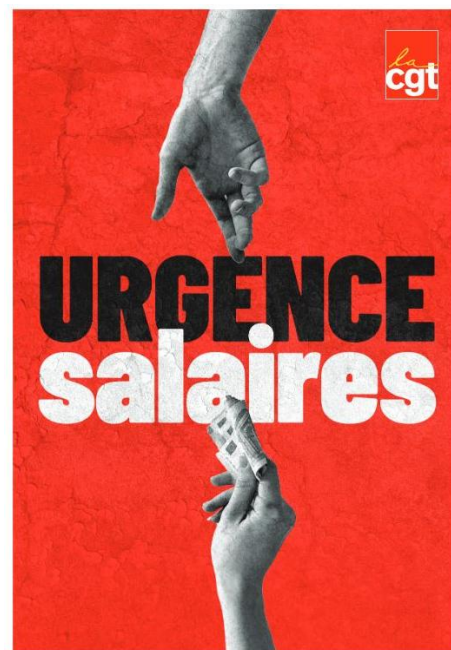
51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net

www.udcgt51.fr

SCANNEZ
le QR code pour
télécharger
l'application de
l'UD CGT 51



Reims - le local du PCF **vandalisé** : tous unis contre l'extrême-droite, le racisme et l'antisémitisme !



Lundi 5 janvier, la vitrine du local du PCF a été recouverte de tags antisémites et nazis. Un acte de vandalisme insupportable et symbolique, qui démontre que l'extrême-droite est de plus en plus désinhibée.

Les groupuscules d'extrême-droite se sont distingués à plusieurs reprises dans la Marne, depuis l'assassinat de Pierre MAÎTRE en 1977. On se souvient du meurtre de Brahim BOURAAM en 1995, ce jeune marocain précipité dans la Seine à Paris par des militants d'extrême-droite venus de la Marne ou celui de François CHENU au Parc Léo Lagrange en 2002, battu à mort par trois jeunes venus « casser de l'Arabe et du pédé ».

On a ainsi vu récemment des néo nazis venir parader en soirée dans les rues de Reims et faire des saluts nazis devant la mairie, des tags menaçant nommément des personnes, de l'infiltration de hooligans néo nazis parmi les supporters du Stade de Reims...

Cette nouvelle agression contre le local du PCF, à quelques centaines de mètres du Square des victimes de la gestapo, démontre aussi que le véritable visage de l'extrême-droite, sous le vernis de la dédramatisation, est bien celui de la haine. La CGT réaffirme son combat sans faille contre le racisme et l'antisémitisme, et la nécessité de l'unité la plus large face au retour de la peste brune.

[\(Voir l'article de l'Union\)](#)

Cheminots de Reims : Non à la casse du service public du ferroviaire !



Malgré la suppression des guichets de la gare de Bezannes, et d'un guichet en gare de Reims Centre, la CGT continue de s'opposer au projet de la direction de la SNCF d'en finir avec la vente humanisée des billets. D'autres annonces de fermeture devraient avoir lieu après les élections municipales. Lundi 5 janvier, le syndicat a rencontré le nouveau collectif de défense des guichets de Bezannes, afin de coordonner les actions. Le comble, c'est que les anciens guichetiers de Bezannes font toujours de l'accueil en gare et du conseil pour acheter des billets aux distributeurs automatiques et de réservation (un des deux distributeurs de la gare est en panne depuis trois mois !) et de l'application SNCF Connect.

À l'appel de l'intersyndicale, des grèves ont eu lieu en juin et en novembre dernier, ainsi qu'une manifestation à Strasbourg. La CGT continuera à se battre pour l'accès des usagers à un service public de qualité, pour la continuité territoriale, pour l'ouverture des guichets et de l'escalier du premier au dernier train.

Dans le même temps la direction de la SNCF s'apprête à annoncer des bénéfices record pour l'année 2025, suite à la très bonne année 2024. Les cheminots et les usagers sont les dupes de la politique commerciale de SNCF Voyageurs et du double discours des décideurs de la région Grand Est, responsables en matière du transport TER. D'autant que la direction TER profite aussi de la période pour faire davantage d'économies en allégeant le plan de transport durant les vacances scolaires, alors que les forfaits de transport TER augmentent, et que la région se désengage sur ce sujet. [Signer la pétition « pour sauver les guichets et défendre le service public ferroviaire dans le Grand Est »](#). [\(voir le reportage ICI Champagne-ardenne\)](#)

Fédération des cheminots : *Face à l'austérité salariale, tous et toutes mobilisés le 13 janvier !*



Le 13 janvier se tiendront les prochaines NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) au sein du GPU (Groupe Public Unifié) SNCF et de ses filiales directes.

La CGT se bat pour des augmentations de salaires afin que soient reconnus les métiers, la technicité, les parcours professionnels et l'investissement humain exemplaire des cheminots dans le service public du ferroviaire.

Afin de peser sur les négociations, la CGT a déposé un préavis de grève couvrant l'ensemble des personnels du GPU SNCF du lundi 12 janvier 2026 à 19h au mercredi 14 janvier à 8h. ([lire le préavis](#)) ([lire le tract d'appel à agir](#))

Châlons-en-Champagne Transports urbains : *Novantis remporte le marché, Les salariés et les usagers en première ligne*



À l'issue de la procédure de renouvellement de la délégation de service public des transports urbains de Châlons-en-Champagne, l'Autorité Organisatrice de Régulation (AOM) a décidé de confier l'exploitation du réseau à Novantis jusqu'en 2031, mettant fin à la gestion assurée jusqu'alors par Kéolis.

Présentée comme une décision technique et financière, cette attribution marque en réalité un tournant important, tant pour l'organisation du service public que pour les conditions de travail des salariés.

Le critère budgétaire a été déterminant. Le choix s'est porté sur un opérateur capable de fonctionner dans un cadre financier contraint, un risque d'exploitation élevé et de maintenir une structure de coût resserrée.

L'AOM veut aussi reprendre un contrôle étroit du réseau, avec un pilotage renforcé et des indicateurs de performance stricts. Novantis, structure plus légère que Kéolis, apparaît comme plus aisément pilotable.

Enfin, le réseau est considéré comme stabilisé, sans projet d'extension majeure de lignes, ni du parc de bus. Il s'agit donc d'une gestion d'exploitation optimisée plutôt qu'un véritable projet de développement.

Les salariés sont repris dans le cadre légal et conventionnel mais le changement d'employeur entraînera de nouvelles organisations du travail, des ajustements de roulement, une intensification du travail, une pression renforcée sur la productivité et la remise en cause probable de certains usages.

Sous Keolis, le réseau bénéficiait d'une organisation issue d'un grand groupe structuré, de procédures stabilisées et d'un cadre social installé, avec Novantis, le changement de braquet est évident.

La CGT affirme que le service public des transports ne peut être géré au détriment des salariés comme des usagers. Ils ne doivent pas faire les frais des contraintes financières. Si la collectivité veut un service public de qualité, elle doit en assumer le coût. La CGT sera présente à chaque étape de cette transition, tant pour la défense des droits collectifs que pour la qualité du service public dû aux usagers. ([article de l'Union](#))

Champagne - Vendanges **de la honte :** *Procès en appel*



Mercredi 21 janvier 2026 se déroulera le procès en appel pour la fameuse affaire des vendanges de la honte 2023 à la Cour d'Appel de Reims.

La CGT appelle à un rassemblement, 201 rue des Capucins à Reims, à partir de 9h, en soutien aux 47 vendangeurs, originaires du Mali, du Sénégal et de Mauritanie, victimes de « traite d'êtres humains ».

En septembre 2023, ces vendangeurs ont été recrutés à Paris avec de fausses promesses, hébergés dans des conditions indignes, dans des locaux insalubres, avec des douches de fortune, des toilettes inutilisables, transportés dans le vignoble, entassés à l'arrière de camionnettes sans siège, ni ouverture vers l'extérieur, sans équipement de protection individuelle, nourris d'un seul petit sandwich au déjeuner, pour travailler plus de dix heures par jour.

La CGT se tient aux côtés des vendangeurs esclavagisés, en dépit des déclarations honteuses de Franck LEROY, président du Conseil régional Grand Est, accusant la CGT de « salir l'image du champagne » par son combat. Il peut être assuré que la CGT continuera son action, tant que le champagne ne sera pas débarrassé de ces pratiques indignes.



Profs contractuels obligés **d'abandonner leurs élèves !**

Au total, 33 professeurs contractuels de l'académie de Reims ont appris, fin novembre, que leurs contrats ne seraient pas renouvelés à la fin du mois. Non pas parce qu'on n'avait plus besoin d'eux, mais parce que le rectorat n'avait plus les moyens de les payer...

Il est choquant de les précipiter du jour au lendemain vers le chômage ; il est tout aussi choquant de laisser des enfants et des adolescents sans enseignant en face d'eux pour les accompagner.

L'Éducation nationale ne se prive pas d'interpeller les parents qui ne respecteraient pas l'obligation scolaire avec des enfants trop souvent absents, par contre elle s'assoit sur ses propres obligations. Contrairement aux discours de MACRON et des différents ministres qui se sont succédés, l'école n'est visiblement pas une priorité. Par contre, si l'État ne met pas les moyens suffisants pour une scolarité correcte, il sait les mettre sur l'armement. Pour la CGT, c'est pour l'école qu'il faut de l'argent, pas pour les marchands de canons !

[\(Lire l'article de 20 minutes\)](#)

Intelligence artificielle, **L'UFICT-CGT du Grand Reims** **sélectionnée par l'European Trade** **Union Institute**

L'European Trade Union Institute (ETUI) ou Institut syndical européen est le centre indépendant de recherche et de formation de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) dont la CGT est membre.

L'ETUI organise une conférence sur « L'avenir du travail : explorer comment la numérisation remodèle l'organisation du travail et les réponses réglementaires possibles ». Elle se tiendra à Bruxelles les 10 et 11 février.

139 candidatures ont été adressées à l'ETUI dont celle de l'UFICT-CGT du Grand Reims en lien avec l'Observatoire syndical de la Fonction publique territoriale. Intitulée « L'IA, révélateur des mutations de la Fonction publique territoriale ». Celle-ci a été retenue par l'ETUI.

L'article de la semaine : *La chasse aux fonctionnaires, éternel cheval de bataille de la droite*



Les gouvernements français manient depuis longtemps « la hache » pour réduire le nombre de fonctionnaires. Par idéologie libérale, pour résorber les déficits, et évidemment sans

prendre en compte les besoins des populations... Petite leçon d'histoire dans Alternatives Économiques sur cette obsession des droites pour les objets tranchants, de la « hache », à la « tronçonneuse », en passant par la « guillotine » ou la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) de SARKOZY.

Prochaine cible de cette chasse aux fonctionnaires en 2026, la fonction publique territoriale où les effectifs ont mécaniquement augmenté pour tenter de colmater les brèches d'une décentralisation et d'un élargissement des missions, imposés d'en haut sans réelle compensation de moyens. ([lire l'article](#))

La CGT condamne l'agression des États Unis contre le Venezuela, MACRON lèche la main de son maître

La CGT a condamné sans ambiguïtés l'agression militaire des États-Unis contre le Venezuela, une opération visant à imposer un changement de régime pour prendre le contrôle des ressources pétrolières. Cette agression impérialiste et l'enlèvement d'un chef d'État constituent de graves précédents.

À contrario, Emmanuel MACRON s'est distingué dans un tweet en soutenant l'action des États-Unis, et en omettant totalement l'intervention militaire américaine, un « oubli » stupéfiant des principes élémentaires du droit international.



Un suivisme totalement irresponsable qui a permis à TRUMP lui-même de relayer le tweet de son vassal... Et si les États Unis attaquent le Groenland, la Colombie ou Cuba, comme TRUMP menace de le faire, quel sera le commentaire de MACRON ?

La CGT quant à elle, réaffirme son attachement à la démocratie, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à la paix et à la régulation internationale. Elle affirme sa solidarité avec le peuple vénézuélien. [Lire le communiqué de la CGT.](#)

Montreuil- 4 février 2026 - Grand meeting pour les libertés syndicales

« Le capital et l'extrême-droite sont tellement décomplexés qu'ils osent tout : faire des coups d'État comme au Venezuela, porter plainte contre la CGT et tenter de nous faire taire par tous les moyens, aussi bien dans leurs médias qu'en licenciant nos camarades dans les entreprises. Oui, les rats quittent bien le navire et personne ne fera jamais taire la CGT et la voix des travailleuses et des travailleurs. Bien au contraire, ils vont nous

entendre encore plus fort ! Je vous donne donc rendez-vous le **4 février prochain**, retrouvons-nous au grand meeting que nous organisons pour défendre les libertés. » ([Lire les vœux de Sophie BINET au personnel de la Confédération](#))

Les vœux de Ghislain BRIDE, *secrétaire général de l'UD CGT 51*



En ce début d'année 2026, je souhaite adresser à l'ensemble des adhérents et adhérentes, ainsi qu'à tous les militants et militantes, mes vœux les plus sincères de santé, de solidarité et de progrès social.

Que cette année soit porteuse d'espoir et de réussite collective pour chacune et chacun d'entre vous.

L'année qui commence sera déterminante sur le plan démocratique. Les élections municipales prévues en mars prochain, ainsi que le scrutin des grands électeurs qui se tiendra en septembre 2026, exigeront de nous une vigilance renforcée et une mobilisation responsable. Plus que jamais il nous faudra porter haut les valeurs qui fondent notre engagement syndical que ce soit la justice sociale, la démocratie et la solidarité.

Notre implication sera essentielle pour défendre ces principes dans un contexte où ils pourraient être mis à l'épreuve.

L'histoire nous enseigne les conséquences de la résignation et du renoncement. Dans notre département, nous nous souvenons particulièrement du 7 mai 1945, date à laquelle la

capitulation nazie fut signée à Reims, avant d'être confirmée à Berlin le 8 mai.

Ce devoir de mémoire nous oblige à rester vigilants, face à la résurgence d'idées de haine et de division, symbolisées par ce que l'on appelle la peste brune, il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que l'histoire ne se répète jamais.

Ne jamais laisser l'histoire se répéter doit demeurer notre engagement indéfectible.

En 2026, comme aujourd'hui faisons le choix résolu de l'engagement, de la solidarité et du progrès. Restons unis, vigilants et actifs afin de défendre les droits des travailleuses et des travailleurs et les valeurs qui fondent notre République. C'est ensemble, par notre mobilisation et notre détermination, que nous pourrons faire face aux défis à venir.

Je souhaite à toutes et à tous une excellente année syndicale, placée sous le signe de la solidarité, de la combativité, de la fraternité et de la victoire.

